

## TCHEQUIE

# Référendum sur le radar américain dans le village de Trokavec

Déterminés à faire entendre leur voix, les habitants du village tchèque de Trokavec ont participé hier à un référendum sur le projet de radar prévu sur un terrain militaire voisin dans le cadre du déploiement du bouclier américain de défense antimissile.

"Nous voulons lancer un cri vers le gouvernement, pour qu'il sache que les habitants de Trokavec sont absolument contre", explique le maire (indépendant), Jan Neoral, qui administre depuis douze ans la bourgade d'une centaine d'âmes située à deux kilomètres du terrain pré-sélectionné par les experts de l'Agence américaine de défense antimissile (ADM) et à une soixantaine de kilomètres de Prague.

En projet depuis plusieurs mois, la récente pro-

position de Washington d'installer un radar en République tchèque et un silo d'intercepteurs de missiles en Pologne voisine a été déjà très favorablement accueillie par Prague et Varsovie.

La consultation organisée auprès des 90 électeurs de Trokavec n'aura qu'une valeur symbolique, le gouvernement tchèque ayant rejeté l'option d'un référendum national et opté pour la voie parlementaire pour faire adopter la proposition du Pentagone.

"On n'a rien contre les Américains, ce serait les Russes ou les Japonais, ce serait pareil : ce radar, on n'en veut pas", souligne Ladislav Straka, un cinquagénénaire massif. Pour lui, aucun doute sur le résultat du référendum qui devrait être connu en début de soi-



rée. "La majorité des gens sont contre", assure-t-il.

A midi, plus de la moitié des électeurs s'étaient déplacés pour voter, tous contre l'installation du radar dans les collines voisines, très prisées des chasseurs et des amateurs de champignons. "Le radar peut avoir

un impact négatif sur nous, sur les animaux et sur la nature, on n'en veut pas", s'insurge Milena Huskova, 52 ans, qui élève des labradors au bout du village. "On s'inquiète pour la santé de nos petits-enfants, c'est pour ça que j'ai voté aujourd'hui", renchérit Bohumil

Treska, 52 ans. Le maire, électronicien à la retraite qui se flatte d'avoir fait une école militaire, assure avoir "trouvé sur Internet un tableau publié par le Pentagone en 2002 prouvant que ce type de radar brouille les télévisions sur 4 kilomètres et les téléphones portables sur 7 kilomètres".

Dans la salle de vote surchauffée, on lit avec application la longue phrase du bulletin avant de se rendre dans l'isoloir : "Je suis d'accord pour que la mairie de Trokavec mène toutes les démarches légales pour empêcher la construction de la station radar des Etats-Unis d'Amérique sur le territoire du terrain militaire de Brdy."

A l'extérieur, deux enfants jouent au ballon, un retraité sort une pancarte avec le portrait de Jan Zizka, un chef de guerre hussite, barré du slogan "Non aux bases de radar". "Il y a assez eu de soldats

ici", lance une vacancière de passage qui n'a pas non plus le droit de voter mais se dit "complètement contre".

Trois Tchèques sur cinq (61%) sont opposés à l'installation du radar, selon un récent sondage de l'institut CVVM.

En Pologne, l'opinion publique n'est guère plus favorable. Le projet de déploiement du bouclier américain a suscité les protestations les plus vives de Moscou qui se sent menacé par la proximité géographique des installations prévues.

Le Pentagone assure que les bases tchèque et polonaise, destinées à compléter la couverture des installations existantes aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et au Groenland, ne visent qu'à contrer de possibles attaques de missiles de longue portée en provenance du Moyen-Orient.

## IRAK

## Attentats mortels au chlore près de Falloujah et Ramadi

Au moins deux personnes ont été tuées et 350 blessées ou intoxiquées dans un triple attentat commis avec des camions transportant des bombes au chlore, vendredi près de Falloujah et Ramadi (à l'ouest de Baghdad), a-t-on appris hier, auprès de l'armée américaine. De son côté, la télévision publique irakienne Iraqia a fait état d'au moins six morts.

"Environ 350 civils irakiens et six soldats de la coalition ont été soignés pour exposition au chlore après que deux kamikazes ont fait exploser leur camions-poubelles à deux endroits différents, au sud de Falloujah", a déclaré l'armée américaine.

"Un soldat et un civil ont été blessés dans une attaque de moindre envergure au nord-est de Ramadi", précise l'armée américaine.

Selon l'armée américaine, l'une des attaques s'est produite à 16h11 au nord-

est de Ramadi, la deuxième à 18h36 à Amiriyah, au sud de Falloujah et la troisième à 07h13, également au sud de Falloujah.

Deux policiers ont été tués dans le deuxième attentat, selon les rapports de police cités par les Américains.

Le troisième attentat a été commis à l'aide d'un camion transportant un "réservoir de 750 litres environ de chlore piégé avec des explosifs" et garé dans une décharge.

Ces trois attaques portent à cinq le nombre d'attentats au chlore commis dans la province d'Al-Anbar, le principal foyer d'insurrection sunnite dans l'ouest du pays, depuis le 28 janvier. Deux autres attentats au chlore ont également été signalés à Baghdad.

Les Américains et les Irakiens ont renforcé leur présence dans la région pour tenter d'étouffer la rébellion alors qu'une coalition de tribu sunnites bapti-

sée "Le réveil d'Al-Anbar" s'est formée pour fournir des milliers d'hommes aux forces de l'ordre dans leurs combats contre les insurgés.

Le directeur des opérations du ministère de l'Intérieur, le général Abdel Karim Khalaf, a confirmé les attentats, estimant qu'il pouvait s'agir d'une tentative de

revanche des insurgés après des succès récents du gouvernement dans sa lutte contre la rébellion.

Les rebelles ont ainsi modifié leur stratégie, utilisant des bombes au chlore ou frappant les périphéries des villes plutôt que les centres urbains contrôlés par les Américains et les forces de l'ordre irakiennes.

### Au moins quatre policiers tués dans deux attaques à Baghdad

Au moins quatre policiers ont été tués hier, dont deux, dans l'explosion d'une voiture piégée, qui a fait cinq blessés dans le quartier d'Al-Harhiya, dans l'ouest de Baghdad, a indiqué une source du ministère irakien de l'Intérieur. L'attentat a visé un poste de contrôle de la police, sur la route principale près du Centre d'exposition international de Baghdad, a précisé cette source citée par des agences, affirmant que le bilan pourrait s'alourdir.

Par ailleurs, deux officiers de police ont été tués par des inconnus dans le quartier d'Al-Bayaa, dans le sud de la capitale irakienne, selon la même source.

Auparavant, deux policiers irakiens ont été tués, hier, dans deux attentats à la bombe à Hilla (120 km au sud de Baghdad) et Mossoul (à 370 km au nord), a indiqué une source policière

## PALESTINE

## Ismail Haniyeh appelle à mettre fin à l'embargo imposé aux Palestiniens



Le Premier ministre palestinien désigné Ismail Haniyeh a exhorté hier la communauté internationale à mettre fin au blocus financier imposé par les Etats-Unis et l'UE sur le peuple palestinien depuis l'arrivée de Hamas à la tête du gouvernement il y a un.

"Nous nous attendons à ce qu'ils (les pays du monde) prennent des mesures concrètes pour lever l'embargo imposé à notre peuple et pour faire pression sur les autorités de l'occupation afin qu'elles fassent de même", a déclaré M. Haniyeh dans son discours d'investiture devant les députés du Conseil législatif palestinien (CLP, Parlement). Parmi les pays auxquels il s'est adressé, il a cité notamment l'Union européenne, la Chine, la Russie et les pays d'Amérique latine. M. Haniyeh a également appelé l'Administration américaine à "revoir ses positions à l'égard de la cause palestinienne" et à respecter le "choix du peuple palestinien incarné par le gouvernement d'union" avec le Fatah du président Mahmoud Abbas. Le quartette (Etats-Unis, ONU, UE et Russie) exige du gouvernement palestinien, afin de lever son blocus, de reconnaître l'existence d'Israël et les accords israélo-palestiniens conclus, et de mettre fin à "la violence". Le Hamas exige pour sa part, qu'Israël se retire des territoires occupés depuis 1967 et qu'il reconnaisse les droits légitimes des Palestiniens dont la création d'un Etat indépendant et le retour des réfugiés.

## PAKISTAN

## Heurts entre la police et des manifestants après le limogeage du président de la Cour suprême

Des heurts ont éclaté hier à Lahore (est du Pakistan) entre les forces de l'ordre pakistanaises et des manifestants qui protestaient contre le limogeage par le gouvernement du président de la Cour suprême, ont rapporté des médias. Selon ces sources, la police pakistanaise a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser plusieurs centaines de manifestants.

La manifestation regroupant notamment des avocats et des juges a dégénéré lorsque des affrontements ont éclaté entre la police, faisant feu à coups de gaz lacrymogène, et des manifestants jetant des pierres, a-t-on précisé de source policière.

Cet incident survient au lendemain d'un autre similaire lorsque les forces de l'ordre pakistanaises et des mani-

festants s'étaient affrontés à Islamabad aux abords de la Cour suprême, où son président devait contester son limogeage par le gouvernement.

Limogé il y a une semaine par le président Pervez Musharraf pour "inconduite et abus d'autorité", le juge Iftikhar Mohammad Chaudhry devait être entendu vendredi mais son audition a été reportée à mercredi.